



Une nouvelle fois, il a fallu un lanceur d'alerte pour prouver ce que chacun sait et que l'État laisse faire : les banques françaises organisent industriellement l'évasion fiscale. Après BNP Paribas et le Crédit agricole en 2013 dans le scandale « *Offshore Leaks* », la Société générale est prise la main dans le sac avec ses 979 sociétés offshore des « *Panama Papers* ».



Comme à chaque fois, « *la Société générale s'engage à la transparence* » (dixit Michel Sapin !) et jure d'arrêter toute activité au Panama. Allons-nous supporter encore longtemps cette mascarade ? Laisser nos gouvernants faire la loi pour le Medef et les banquiers, ces délinquants en col blanc ?

En 2014 la Société générale détenait 136 filiales dans les paradis fiscaux, BNP Paribas 200 filiales, Crédit agricole 159 filiales [2]. Jusqu'à quand ? **Chaque année, ce sont 60 à 80 milliards d'euros qui manquent au budget de l'État à cause de la fraude et de l'évasion fiscale.** Des sommes qui permettraient de créer des centaines de milliers d'emplois pour répondre aux urgences sociales et écologiques. Combien de scandales encore avant que François Hollande ne tienne sa « promesse n°07.2 », « interdire aux banques d'exercer dans les paradis fiscaux » ?

**Puisque le gouvernement n'agit qu'en parole, nous voulons poser des actes.** L'agence de Paris Bourse est bloquée depuis jeudi, ATTAC appelle à mener des actions similaires dans les 103 agences de banques privées de Société générale partout en France. ATTAC appelle à mener ces actions au grand jour, à visage découvert, dans l'esprit de l'action non violente et de la désobéissance civile, en respectant les personnes tout en affichant notre détermination à faire changer cette situation d'injustice.

Nous poursuivrons ces actions jusqu'à ce que les pouvoirs publics prennent enfin **les mesures nécessaires pour en finir avec l'évasion fiscale.**

## Immédiatement

- interdiction aux banques implantées en France de poursuivre leurs activités dans les paradis fiscaux (sur la base d'une liste française actualisée fondée sur les travaux du Tax Justice Network).
- renforcement des services fiscaux par la création immédiate de 10 000 emplois pour compenser les 3100 emplois supprimés depuis 2010 et amplifier le travail de traque des fraudeurs : faute de quoi toutes les déclarations vertueuses resteront du vent.
- adoption d'une loi définissant et pénalisant de prison les crimes d'évasion fiscale et de complicité d'évasion fiscale.

## Juste après

- transparence obligatoire sur les activités réelles des filiales des banques et l'identité des détenteurs de compte, y compris via des sociétés écrans
- échange automatique d'informations bancaires avec tous les pays

ATTAC demande à être reçus par Michel Sapin, le ministre des Finances et des Comptes publics, pour discuter de la mise en œuvre concrète de ces mesures.

### Notes

[1] Pour en savoir plus : <https://www.privatebanking.societegenerale.fr/> : « Société Générale Private Banking est la Banque Privée du Groupe Société Générale présente dans 14 pays à travers le monde ; elle propose des services de gestion de patrimoine à une clientèle d'entrepreneurs et de particuliers fortunés. »

[2] « [Sur la piste des banques françaises dans les paradis fiscaux](#), Rapport CCFD - Oxfam - Secours Catholique - Plate Forme PFJ, mars 2016

 **Appel pour un blocage**, *mardi matin dès 8h45*, de l'agence de la Société générale située place de la République au Mans. Pour toutes les personnes qui souhaitent s'inscrire dans cette action, **rendez-vous de préparation lundi 18h place de la République.**

« Un autre monde est possible »

<https://france.attac.org/>

ATTAC 72 4 rue d'Arcole 72000 LE MANS 02 43 25 37 66 [attac72@wanadoo.fr](mailto:attac72@wanadoo.fr)